

Le Gouvernement Michel sanctionne à nouveau les plus faibles et bafoue la concertation

Solidaris a pris connaissance des premiers chiffres relatifs au conclave budgétaire et au fameux taxshift.

Si l'étude affinée des données budgétaires résultant de ces travaux prendra nécessairement quelques jours, Solidaris constate qu'une fois encore, le Gouvernement Michel a pris le parti de faire des économies substantielles sur le dos des plus faibles.

Ce que le Gouvernement donne d'une main en annonçant un Tax shift et une augmentation du pouvoir d'achat des bas et moyens revenus, il le reprend de l'autre par des économies supplémentaires sur les dépenses sociales et une augmentation de la fiscalité indirecte (TVA, accises, taxe santé) qui va toucher les plus faibles.

Ainsi, à l'horizon 2018, des mesures d'économies d'1,7 milliard € sont prévues dans les dépenses sociales, économies qui viennent s'ajouter aux 5 milliards € déjà décidées lors de la constitution du Gouvernement en octobre 2014. Elles toucheront les allocataires sociaux et en particulier les travailleurs en incapacité de travail qui verront leur indemnités à nouveau rabotée. Par ailleurs, après avoir limité la norme de croissance du budget de l'assurance maladie à 1,5%, le Gouvernement met encore les soins de santé à contribution puisque les quelques moyens disponibles dans l'objectif budgétaire pour financer des mesures en faveur du patient sont confisqués en 2015 et 2016.

Solidaris déplore aussi la fameuse "taxe santé" qui n'a de sanitaire que le nom. Indépendamment du plan com gouvernemental, cette taxe n'est qu'une taxe et rien qu'une taxe. Les expériences internationales ont de fait démontré l'incapacité d'un tel processus à influencer seul sur les comportements de consommation des citoyens. C'est fort de cette analyse que Solidaris a toujours veillé à plaider en faveur de la nécessité d'instaurer parallèlement à une telle taxe une baisse de la TVA sur l'alimentation saine. En somme, la nouvelle taxe gouvernementale, si elle se voulait à but sanitaire, aurait nécessairement dû s'accompagner d'un incitant positif à manger sainement. Constatant qu'il n'en est rien, Solidaris déplore cette énième mesure gouvernementale qui vise à aller dans les poches de ceux qui ont peu les moyens nécessaires pour permettre à ceux qui ont beaucoup de poursuivre la belle vie qu'ils mènent.

Enfin, Solidaris note aussi la volonté du gouvernement de prélever 100 millions d'euros supplémentaire à l'horizon 2018 sur le dos des mutualités. Ces économies viennent s'ajouter à celles déjà prises antérieurement et vont aboutir à étrangler les mutualités et casser l'outil. Cette mesure est d'autant plus choquante que le Gouvernement venait d'entreprendre, par le biais de la Ministre de la Santé, une concertation avec les acteurs du secteur pour s'accorder sur un pacte pluriannuel. Depuis son installation, le gouvernement a de fait pris l'habitude de faire de la concertation un feu de paille visant uniquement à amuser la galerie médiatique.

CONTACT PRESSE :

Claire Huysegoms, porte-parole de Solidararis,
claire.huysegoms@solidaris.be, 0479616781